

Questions orales

lecte de fonds. Nous n'avons rien contre le fait que MacMillan Bloedel a donné 10 000 \$ au Parti réformiste l'an dernier. Jamais nous ne laisserions supposer qu'un don de MacMillan Bloedel ou du Canadien Pacifique ou de la Compagnie pétrolière impériale a eu une influence sur les politiques du Parti réformiste.

C'est un processus très ouvert et transparent. Nous l'apuyons. Nous pensons que les Canadiens d'un bout à l'autre du pays croient dans la participation publique au processus de collecte de fonds. Nous ne considérons pas cela comme une violation des règles d'éthique.

Mme Deborah Grey (Beaver River, Réf.): Monsieur le Président, c'est donc ironique que le premier ministre ait dit ceci hier, comme en témoigne la page 13370 du *hansard*: «J'ai parlé de ça avec le conseiller en éthique hier matin.» Pourquoi serait-ce nécessaire?

Les libéraux disent clairement à la page 91 de leur livre rouge que le gouvernement nommera un conseiller en éthique indépendant qui fera rapport directement au Parlement. Au lieu de cela, nous avons un conseiller en éthique qui rend des décisions concernant des questions d'éthique après le fait et qui fait rapport uniquement au premier ministre. C'est encore une autre promesse du livre rouge qui n'a pas été tenue.

Étant donné la docilité manifeste de notre chien de garde en matière d'éthique, le premier ministre respectera-t-il l'engagement pris dans le livre rouge et fera-t-il en sorte que le conseiller en éthique rende compte directement au Parlement et non à lui-même?

L'hon. Sheila Copps (vice-première ministre et ministre de l'Environnement, Lib.): Monsieur le Président, l'ultime responsable des questions d'éthique au gouvernement est le premier ministre du Canada.

* * *

LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT

M. Reg Alcock (Winnipeg-Sud, Lib.): Monsieur le Président, alors que le Canada s'ajuste à la nouvelle économie basée sur le savoir, les organismes qui sont les premiers pourvoyeurs de savoir doivent se battre pour trouver les ressources dont ils ont besoin pour faire face à ces nouveaux défis.

La deuxième promesse du livre rouge, par ordre d'importance, était l'octroi d'un milliard de dollars à la recherche et au développement.

• (1455)

Ma question s'adresse au ministre des Finances. Pourquoi tarde-t-on à donner suite à cet engagement?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec), Lib.): Monsieur le Président, la science et la technologie demeurent une priorité très importante pour ce gouvernement. C'est la raison pour laquelle, très peu de temps après avoir été élu, nous avons donné suite à un certain nombre de nos engagements dont le programme de partenariats en technologie et le réseau technologique canadien.

C'est la raison pour laquelle nous avons hâte de recevoir du secrétaire d'État et du ministre de l'Industrie le rapport de l'étude qui vient d'être faite sur la science et la technologie. On me dit qu'il devrait nous arriver dans les semaines qui viennent.

Il est vrai que le budget prévoit des compressions. Mais si nous voulions nous attaquer sérieusement à notre problème financier, il fallait bien prendre le taureau par les cornes. Néanmoins, si on regarde les pêches, l'agriculture, le CNRC, et l'industrie, on verra que, dans la mesure du possible, nous avons épargné la capacité de recherche et développement du gouvernement. Mais, il y a une question. . .

M. Silye: Des mots.

M. Martin: Une minute. Si le Parti réformiste s'intéressait vraiment à l'avenir du pays, au lieu de se livrer à de basses manoeuvres, il poserait des questions de ce genre.

Et il y a des questions très importantes que nous devrions nous poser. Le gouvernement devrait-il financer ce que le secteur privé devrait financer? La politique du gouvernement en matière de R-D devrait-elle préconiser que l'État se tienne en marge ou qu'il participe pleinement à la R-D? Le secteur privé devrait-il compter sans arrêt sur le gouvernement? Telles sont les questions auxquelles ce pays doit répondre. Pourquoi le Parti réformiste est-il incapable de s'occuper de l'avenir réel du pays?

Des voix: Bravo!

* * *

[Français]

LES TRAVAILLEURS FORESTIERS

M. René Canuel (Matapédia—Matane, BQ): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre des Ressources naturelles.

Le Québec subira l'an prochain des coupures de plus de 20 millions de dollars dans le secteur de la forêt privée et des milliers de travailleurs forestiers du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord se verront lésés par le fédéral. Les participants au Sommet sur la forêt privée tenu au Québec le mois dernier exigent que le gouvernement fédéral compense les producteurs.

La ministre des Ressources naturelles peut-elle nous indiquer quelles mesures son gouvernement entend prendre pour venir en aide aux travailleurs forestiers?

[Traduction]

L'hon. Anne McLellan (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, je trouve un peu étrange que le député et son parti, qui défendent avec tant d'énergie la compétence exclusive des provinces dans le secteur des forêts, suggèrent à présent que le gouvernement fédéral soit financièrement responsable de ce secteur.

Cela dit, que le député soit rassuré, mon ministère et le gouvernement continuent de vouloir coopérer avec mon collègue, le ministre des Ressources naturelles de la province de Québec. J'ai écrit à ce monsieur à trois reprises. Je lui ai proposé plusieurs fois de le rencontrer. Nous sommes toujours prêts à promouvoir la coopération entre nos deux gouvernements. J'attends son appel.